

Voir la lettre en Pdf :

[http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/86/86\\_rubrique.php](http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/86/86_rubrique.php)

## COOP DEC Info - n°100 – mai 2013

Lettre d'informations sur la coopération décentralisée

Pour tout problème de lecture, télécharger cette lettre en format pdf directement sur notre site [www.coopdec.org](http://www.coopdec.org)

Pour vous [désinscrire](#) nous renvoyer simplement un mél avec le titre « désinscription », votre nom et collectivité.

**L'INSCRIPTION EN LIGNE A « COOP DEC INFO » SE FAIT, DIRECTEMENT SUR NOTRE SITE INTERNET [WWW.COOPDEC.ORG](http://WWW.COOPDEC.ORG)**

### JEU DE MOTS !

Pour ce n°100, petit retour sur une expression bousculée ces derniers temps : « la coopération décentralisée ».

L'Agence COOP DEC Conseil a récemment reçu plusieurs candidats stagiaires. A la question de la définition de la « coopération décentralisée », invariablement, il nous était répondu : « il y a deux définitions, une française, la coopération de collectivité à collectivité, et une définition européenne, la coopération de société civile à société civile ». Ce point de vue est par ailleurs encore repris par certains réseaux d'appui sur leurs sites internet. Cette position traduisait, dans les années 1990, une réticence, à reconnaître l'émergence, sur la scène internationale des collectivités et autorités locales, aux côtés des Etats et organisations de la société civile, en tant qu'acteurs spécifiques à part entière.

Aujourd'hui, les collectivités locales ont obtenu une reconnaissance partielle de leur spécificité. Pour l'Europe, « la coopération décentralisée est une modalité de la coopération au développement entre des collectivités locales européennes et des autorités locales des pays partenaires. »

[https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Autorit%C3%A9s\\_locales](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Autorit%C3%A9s_locales)

Cette évolution s'est traduite, depuis quelques années, par la présence de l'acronyme « AL » pour autorités locales, à côté du vocable ANE (acteurs non étatiques) qualifiant les ONG, syndicats... Dans la prochaine programmation 2014-2020, la distinction sera faite entre OSC (Organisations de la société civile) et AL.

Toutefois le terme de « coopération » renvoie encore aujourd'hui, trop souvent, à la notion « d'aide au développement », - ainsi pour les recherches au sein de l'Atlas Français de la Coopération décentralisée, il est fait mention de « Pays bénéficiaires » pour décrire les zones de coopération -. Ceci crée un clivage entre les « partenaires » et limitant, de par la posture qu'il génère pour les collectivités européennes, le désir de celles-ci d'être « fécondé » (pour plagier Ed. Glissant) par la réflexion des élus et agents de territoires que l'on éloigne en les appelant « pays du Sud ».

La dynamique « d'internationalisation » des gouvernements locaux, identifiable en Asie ou en Amérique latine, est basée sur une analyse de leurs forces et faiblesses et sur un désir de construire, par le frottement à d'autres pratiques, de meilleures réponses aux sollicitations de leurs citoyens/contribuables. Il n'y a alors plus de « Nord » ou « Sud » mais un « espace-monde » dans lequel les collectivités locales « se fécondent » et co-construisent des réponses adaptées à leurs préoccupations. C'est par exemple le cas des coopérations dans le cadre des programmes Urbal (voir §. publications)

Cette représentation de l'action internationale, comme instrument de renforcement et de rénovation des pratiques et des « compétences » des collectivités locales plaide alors pour une vision de l'action internationale comme « terrain d'exercice des compétences juridiques » des collectivités et non comme « une compétence spécifique », distincte des autres, comme proposé par le rapport Laignel.

Cette posture (identification des interactions du territoire avec le Monde, existantes et inexistantes, tout comme la connaissance des besoins, des attentes et élaboration d'une stratégie internationale destinée à avoir un impact local) est encore trop rare en France. Espérons que la préparation des programmes en vue des municipales de 2014 en sera l'occasion.

Mais pour cela, il est nécessaire de changer de paradigme et affirmer, dès que l'idée de l'ouverture internationale s'ancre dans la collectivité, que « nous avons désormais autant besoin de nos partenaires qu'ils ont besoin de nous » comme le proposent Roberto Romero (PS) et Pierre Serne (EELV), vice-présidents de la région Ile-de-France respectivement en charge des affaires internationales et des transports, dans un tribune publiée par Médiapart : <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/280313/redefinir-la-cooperation-internationale>

Toutefois, pourquoi limiter cette évolution de notre posture aux relations avec les « Pays émergés » ? Recherchons des solutions sans freins géographiques dans cet espace monde si riche.

## COFINANCEMENTS INTERNATIONAUX

**EUROPEAID- Appel à propositions en cours**

Retrouvez l'ensemble des appels à proposition en cours sur le site d'Europeaid :

[http://ec.europa.eu/europeaid/work/funding/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/work/funding/index_fr.htm)

**Lancement du 3e appel à projets EU Facilité Energie (Afrique)**

La Facilité Energie a pour but de financer des actions visant à accroître et améliorer l'accès à des services énergétiques durables dans les zones rurales et péri-urbaines. Dans le cadre de ce 3e appel à projets, une enveloppe de 55M€ est prévue, pour des actions de grande ampleur : montant minimum de la subvention = 4M€, nombre de bénéficiaires > 30 000 personnes. La région des Grands Lacs (Burundi, RD Congo, Rwanda) est plus particulièrement ciblée. Date limite de soumission : 3 juin 2013.

[https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-](https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=RS&aofr=133481)

[services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=RS&aofr=133481](https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=RS&aofr=133481)

Les autorités locales sont éligibles.

**DevCo/EuropeAid – Programme d'action et de travail annuels 2013**

La Commission Européenne publie peu à peu ses documents de planification d'aide extérieure pour l'année 2013. Les programmes d'action annuels (PAA) sont des décisions de financement d'aide extérieure au profit de programmes thématiques. De ces orientations découlent les programmes de travail annuels (PTA) qui indiquent les subventions que la Commission prévoit d'octroyer au cours de l'année, notamment dans le cadre d'appels à propositions. (*info Coordination Sud*)

Plus d'informations : [http://ec.europa.eu/europeaid/work/ap/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/work/ap/index_fr.htm)

**ANE-AL – volet EAD SI – sept / oct 2013 ;**

**Prévision** : un dernier appel à projets « EAD-SI », dans le cadre du volet n°3 du programme ANE-ALD devrait être lancé en septembre ou octobre 2013 par la Commission européenne.

## COFINANCEMENTS NATIONAUX

**Fonds de soutien franco-marocain : jusqu'au 31 décembre 2014**

La France et le Maroc lancent un Fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée à l'attention des collectivités territoriales françaises et marocaines. Les collectivités peuvent déposer leur projet jusqu'au 31 décembre 2013. Le fonds clôturera fin 2014. Les dossiers déposés en 2013 pourront bénéficier d'un cofinancement de 2 années si elles le souhaitent, les dossiers déposés après octobre 2013 ne bénéficieront que d'une année.

Ce dispositif est dédié au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales marocaines - l'accord portant sur le soutien conjoint à la coopération décentralisée entre les collectivités territoriales françaises et marocaines. Quelques projets étudiés par le comité de sélection ont d'ores-et-déjà reçu les premières validations et feront l'objet d'une intervention des cofinancements du programme à hauteur de 60%.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/cooperation-decentralisee/appels-a-projets-et-fonds/fonds-conjoint-franco-marocain/>

**Programme ISI@MED (Initiative pour la Société de l'Information en Méditerranée)**

**Appel à projets conjoint avec le PNUD** dans le cadre du programme ISI@MED (Initiative pour la Société de l'Information en Méditerranée). Cet appel à projets vise à réduire la fracture numérique dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée (Liban, Maroc, Sénégal et Tunisie). Les dossiers de demande de subvention pourront être déposés tout au long de l'année :

En savoir plus : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/cooperation-decentralisee/appels-a-projets-et-fonds/appel-a-projets-pnud/>

**Fonds d'action extérieure des collectivités locales**

Lors d'une conférence sur le Mali à Lyon, le ministre des Affaires étrangères a annoncé, le 19 mars, la création d'un nouveau fonds d'urgence des collectivités : le Faceco (Fonds d'action extérieure des collectivités locales). <http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250264996132&cid=1250264994893>

## COFINANCEMENTS TERRITORIAUX

**Le Conseil général du Territoire de Belfort** a mis en place depuis 1992 une politique d'accompagnement des initiatives locales de solidarité internationale qui s'est traduite par la création d'un Fonds de Solidarité internationale (Appel à projets). L'appel à projets concerne les associations loi 1901 (situées exclusivement dans le Territoire de Belfort) :

- pour leurs projets de solidarité internationale,
- pour leurs actions de sensibilisation aux enjeux de l'aide au développement, relevant de l'éducation au développement,
- pour leurs projets visant la mobilité internationale des jeunes en Europe.

La date limite de retour de l'appel à projets le 5 mai 2013 :

Règlement de l'appel à projets 2013 : [WWW.cercoop.org/IMG/doc/Appel\\_a\\_projets\\_Solidarite\\_Internationale\\_2013-2.doc](http://WWW.cercoop.org/IMG/doc/Appel_a_projets_Solidarite_Internationale_2013-2.doc)

### Mairie de Paris : Label Paris Co-développement Sud – Edition 2013

Depuis 2006, le « Label Paris Co-développement Sud » est dédié spécifiquement au soutien des projets associatifs mis en œuvre par des migrants ou en collaboration étroite avec eux. L'appel à projet pour 2013 est lancé. Il s'adresse aux associations de migrants et aux associations de solidarité internationale et d'intégration domiciliées à Paris et ayant deux ans d'existence au 1er janvier 2013 (sont exclues les associations ayant bénéficié d'un prix au Label en 2011 et en 2012).

Montant global de l'enveloppe : 80 000 € / Taux de cofinancement maxi : 50 % / Fourchette de subvention : 5 000 à 15 000 €

Date limite de dépôt des dossiers : 14 juin 2013

Plus d'informations : <http://www.coordinationsud.org/financement/ville-de-paris-label-paris-co-developpement-sud/>

### FONDS D'ACTION EXTERIEURE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (FACECO)

Le Fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) annoncé lors de la conférence sur le développement du Mali, le 19 mars 2013, a été mis en place par le MAE. C'est un fonds de concours géré par le Centre de crise du ministère des Affaires étrangères et abondés par les collectivités territoriales qui souhaitent apporter une aide d'urgence aux victimes de crises humanitaires à l'étranger.

Il a pour objectif :

- de permettre une réponse d'urgence efficace et pertinente (les projets sont choisis par la cellule de crise du MAEE et proposés aux collectivités) ;
- de coordonner les énergies et les moyens quand survient la crise (toutes les collectivités sont invitées à se tourner vers ce fonds);
- de garantir la traçabilité des fonds versés.

Pour des informations complémentaires sur ce Fonds, vous pouvez vous adresser à :

M. Matthieu Declercq / chargé des Relations ONG et Collectivités territoriales

Centre de Crise - Ministère des Affaires étrangères - 37, quai d'Orsay 75700 Paris 07 SP

Tél : + 33 (0)1 53 59 11 32

Courriel : [matthieu.declercq@diplomatie.gouv.fr](mailto:matthieu.declercq@diplomatie.gouv.fr)

### WEBINAIRES (NOUVEAU)

L'Agence COOP DEC Conseil met en place, à partir de l'été 2013, des conférences par Internet (Webinaires), à destination des agents et élus des collectivités et des associations de solidarité internationale.

Accessibles sur inscription, ces Webinaires ne nécessitent aucun logiciel particulier. Il suffit de se connecter au lien Internet envoyé 48h avant chaque conférence aux personnes préalablement inscrites, à l'heure indiquée et de suivre la conférence réalisée. Une possibilité d'échanges par chat est proposée ainsi qu'un suivi post-conférence (sur certains sujets)

### Plusieurs Webinaires « solidarité internationale » (axés vers les associations)

- Recherche de fonds : les questions préalables
- Panorama des financements franciliens pour les associations de SI
- Recherche de Fonds : les financements privés (fondations, ...)
- Utilisation de la réduction d'impôts pour les dons aux associations de solidarité internationale
- ...

### Plusieurs Webinaires « coopération décentralisée »

- Historique de la coopération internationale des collectivités
- Le cadre juridique et l'étude des dernières jurisprudences liées à l'action internationale des collectivités
- Usage des marchés publics pour les actions de coopération internationale
- La rédaction de conventions de coopération décentralisée
- ...

Les Webinaires ont une durée moyenne d'une heure.

Vous pouvez nous envoyer vos coordonnées à [formation@coopdec.org](mailto:formation@coopdec.org) pour recevoir les premières dates, directement ou nous indiquer les sujets sur lesquels vous souhaiteriez suivre une conférence.

ACTUALITE DE LA FORMATION

**CNFPT – INSET**

**Inset Nancy : Contact : Emmanuel Thouary - 03 83 19 22 30 - [emmanuel.thouary@cnfpt.fr](mailto:emmanuel.thouary@cnfpt.fr)**

**1) Itinéraire « chargé de mission relations internationales »**

- o sur 9 jours
  - dates : septembre 2013/octobre 2013 et novembre 2013

**2) Cycle de formation professionnelle « Responsable relations internationales en collectivité »-**

- o Nancy Début en Septembre 2013  
[http://www.inset-nancy.cnfpt.fr/images/file/formation2012/2013\\_Cycle%20responsable%20relations%20internationales.pdf](http://www.inset-nancy.cnfpt.fr/images/file/formation2012/2013_Cycle%20responsable%20relations%20internationales.pdf)

**Formations de l'Agence COOP DEC Conseil**

**Programmes et bulletin sur notre site [http://www.coopdec.org/UPLoad/rubrique/pages/92/92\\_rubrique.php](http://www.coopdec.org/UPLoad/rubrique/pages/92/92_rubrique.php)  
ou sur demande : [contact@coopdec.org](mailto:contact@coopdec.org) ou [formation@coopdec.org](mailto:formation@coopdec.org)  
Ces formations peuvent aussi être proposées en interne, dans votre collectivité.**

• **« LE CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF DE L'ACTION INTERNATIONALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES » --**

Formation de 2 journées destinée aux acteurs qui souhaitent intégrer ou dialoguer avec les collectivités engagées à l'international. L'action internationale des collectivités territoriales s'effectue dans un cadre législatif et réglementaire particulier : le droit public. Quelles sont les contraintes légales, administratives et comptables auxquelles les actions de coopération décentralisée sont soumises ? Comment y répondre et concilier règles publiques et coopération décentralisée ?

**Prochaines Dates :**

**Mardi 18 et mercredi 19 juin 2013**

ou sur demande dans votre collectivité avec plusieurs services (RI, finances, RH, ...), sur 1 ou 2 jours  
Inscription et demande d'informations : [contact@coopdec.org](mailto:contact@coopdec.org)

• **SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS A L'INTERNATIONAL**

Formation sur une journée proposée par SD Consulting (Stéphanie Durand – ex responsable sécurité pour de multiples ONG) abordant notamment : LES RISQUES LIES A SOI : ADOPTER LE BON COMPORTEMENT/ LES RISQUES LIES A SA FONCTION / LES RISQUES LIES AU PAYS / LE SYSTEME DE GESTION DES RISQUES.

Inscription et demande d'informations : [contact@coopdec.org](mailto:contact@coopdec.org)

**Date : Jeudi 20 juin 2013 - Paris**

• **« L'ACTION INTERNATIONALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES » -**

Formation accélérée 9 jours - 3 modules de 3 jours de formation, dispensés par des professionnels de la coopération décentralisée. Ce cursus peut être suivi en plusieurs sessions.

**1<sup>er</sup> semestre : 29-30-31 mai / 12-12-14 juin / 26-27-28 juin 2013**

**2<sup>ème</sup> semestre : 9-10-11 octobre / 16-17-18 octobre / 23-24-25 octobre 2013**

**RésidMob – un temps d'échange proposé par Kaléido'Scop**

A Saint-Étienne les : 8 et 9 juillet 2013

Temps de résidence pour fabriquer la mobilité internationale des jeunes sur les territoires, et dispositif expérimental de travail, d'échange et de formation, RésidMob mobilise des techniques d'animation innovantes, le temps de deux journées articulées autour de 3 dispositifs (le Laboratoire, l'Atelier, le Comptoir) et d'une mise en commun. Le Laboratoire, cloisonné, propose de fabriquer un « idéal-type » de parcours de jeune en mobilité ; l'Atelier part d'expériences vécues pour capitaliser sur les pratiques et éclairer le paysage des initiatives ; le Comptoir interroge, déconstruit et reconstruit, les politiques territoriales de la mobilité.

Chacun des 3 dispositifs s'adresse à un panel hybride de participants : élus, techniciens des collectivités, jeunes porte-paroles et les opérateurs de mobilité internationale dans leur diversité.

Coût de participation : 250€ TTC par personne pour les 2 jours, hébergement et transport non inclus. (tarif unique avec possibilité de prise en charge sur plan de formation).

Inscription sur le lien : <http://kaleidoscop-enquetes.com/enquetes/ResidMobtest2/>

RENDEZ-VOUS DES COLLECTIVITES

17 au 19 mai : Rencontres internationales des villes jumelées en Limousin : <http://rivjl2013.overblog.com/>  
<http://www.jumelages-limousin.eu/2011/04/repas/>

**Du 22 au 25 mai 2013 - 5e Forum mondial des droits de l'Homme :**  
Thème « Développement durable - Droits de l'Homme : même combat ? »  
Nantes (France) - La Cité, Centre de congrès de Nantes

**du 5 au 7 juin 2013**, Lyon et la Région Rhône Alpes accueillent le **Bureau exécutif de Cités et gouvernements Locaux Unis (CGLU)**. Dernier rendez-vous statutaire avant le Congrès mondial de Rabat en octobre 2013

**14 juin : La Chine : nouvel horizon pour les PME françaises**  
Organisé à La Rochelle par le CG Charente Maritime  
contact : [www.charente-maritime.fr](http://www.charente-maritime.fr)

**14 et 15 juin : 2ème Conférence nationale jumelages et partenariats à Montpellier**  
organisée par l'AFCCRE à Montpellier  
<http://www.afccre.org/fr/agenda/2%C3%A8me-conf%C3%A9rence-nationale-jumelages-et-partenariats-%C3%A0-montpellier>

**Du 15 au 16 juin 2013 : 2<sup>ème</sup> Unicités : Montpellier fête ses villes jumelles**  
La ville de Montpellier organise pour la 2ème année consécutive Unicités, le **Festival des Villes Jumelles** qui se déroulera de 10h30 à 19h00.  
[http://www.montpellier.fr/TPL\\_CODE/TPL\\_BREVE/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/1909/RETURN/1/FROM\\_BREVERECHERCHE/1/686-actus-internationales.htm](http://www.montpellier.fr/TPL_CODE/TPL_BREVE/PAR_TPL_IDENTIFIANT/1909/RETURN/1/FROM_BREVERECHERCHE/1/686-actus-internationales.htm)

**28 et 29 Juin 2013 à Chambéry (Savoie)**  
**FORUM « Renforcer la gestion des services d'eau et d'assainissement dans les pays du Sud »**  
<http://www.chambery.fr/1092-autres-manifestations.htm>

**5 et 6 juillet 2013, Rencontres régionales de la coopération et de la solidarité internationale" Aquitaine**  
Cet événement, organisé par le Réseau aquitain pour le développement et la solidarité internationale (RADSI) et le Conseil régional d'Aquitaine, a l'ambition d'être un moment d'échanges, d'information et de formation sur la coopération et la solidarité internationale. Un appel à contributions est lancé : <http://www.radsi.org/?Rencontres-regionales-de-la>

**lundi 8 juillet 2013, 4ème journée régionale d'échanges et de réflexions sur la coopération et la solidarité internationale - Belfort (90)**  
Le Centre de ressources pour la coopération décentralisée en Franche-Comté (CERCOOP F-C) et ses membres organisent, chaque année, une journée régionale d'échanges et de réflexions sur la coopération décentralisée et la solidarité internationale, ouverte à tous sur inscription auprès du CERCOOP Franche-Comté. Cette année, la 4ème édition sera accueillie par le Conseil général du Territoire de Belfort et la Ville de Belfort, le dans les locaux du Conseil général à son siège à la Place de la Révolution française à Belfort. <http://www.cercoop.org/4eme-journee-regionale-d-echanges>

RENDEZ-VOUS INTERNATIONAUX

**A consulter : l'Agenda de la coopération décentralisée proposé par la DAECT :**  
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/cooperation-decentralisee/actualites-et-agenda/agenda-21478/>

**26-28 mai : 5èmes Assises franco-québécoises de la coopération décentralisée**  
(Levis, CRE de Chaudières Appalaches)  
<http://www.5assisesfrancoquebecoises.ca/>

**10-12 juin 2013 : 9èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne (Brest)**

**13-14 juin 2013 : Forum des Maires au Sommet mondial des Villes 2013 (Bilbao, Espagne)**

**1<sup>er</sup> au 4 octobre 2013 : Congrès mondial de CGLU – Rabat**  
Thème: "Imaginer la Société, Construire la Démocratie" : centenaire du mouvement municipal international  
<http://www.uclq.org/fr/evenements/rabat-2013-congr%C3%A8s-mondial-0>

## ACTUALITE DES COOPERATIONS INTERNATIONALES SUR LE WEB

### L'avenir des relations entre la Turquie et l'Union européenne

Compte-rendu de la conférence-débat organisée par l'IRIS en partenariat avec la Maison de l'Europe le 21 février 2013. - 19 mars 2013 [http://www.iris-france.org/docs/kfm\\_docs/docs/observatoire-turquie/2013-03-lavenir-des-relations-turquie-ue.pdf](http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/observatoire-turquie/2013-03-lavenir-des-relations-turquie-ue.pdf)

### CG Isère : cahier de la coopération pour un développement durable : fruit d'ateliers d'échange et de capitalisation avec les acteurs de la coopération (institutionnel, associatif et universitaire).

[http://www.isere-interactive.fr/docs/default.aspx?k=scope:docs\\_Interactive&r=theme%3d%22Conseil+q%C3%A9n%C3%A9ral%22+categorie%3a%22Documents%22](http://www.isere-interactive.fr/docs/default.aspx?k=scope:docs_Interactive&r=theme%3d%22Conseil+q%C3%A9n%C3%A9ral%22+categorie%3a%22Documents%22)

## A REGARDER

### Reportage sur la réunion de la CNCD de du 29 janvier 2013 : réaction des élus

<https://www.youtube.com/watch?v=fYq6rhVLdOc>

### Coopération/ Subventions des villes de Douai et Cholet au Burkina : financement de l'ONG SOS Sahel

<http://www.lagazettesdescommunes.com/156448/cooperation-decentralisee-cholet-et-douai-au-burkina-faso-avec-sos-sahel/>

## QUESTIONS PARLEMENTAIRES

Question publiée au JO le : 29/01/2013 page : 898 / Réponse publiée au JO le : 09/04/2013 page : 3775

**M. Frédéric Roig interroge M. le ministre des affaires étrangères sur l'avenir des départements en matière de coopération internationale.** Actuellement, en étroite complémentarité avec les orientations diplomatiques de la France, les conseils généraux peuvent développer des partenariats avec des pays étrangers. Le département de l'Hérault a notamment établi des liens particuliers avec des États euro-méditerranéens et avec la Chine, ce qui lui permet de valoriser la viticulture héraultaise, sa gestion de l'eau ou encore son agronomie. Cette coopération internationale permet de soutenir le développement économique de nos départements. Or l'avant-projet de l'acte III de la décentralisation semble remettre en cause la clause de compétence générale, et ainsi la coopération internationale décentralisée. Par conséquent, il lui demande de bien vouloir lui préciser le rôle que le Gouvernement souhaite confier aux départements en termes de relations internationales.

#### Texte de la réponse

Faisant suite aux recommandations du rapport confié à M. André Laignel et de la consultation de la commission nationale de la coopération décentralisée, le gouvernement a introduit dans son projet de loi sur la décentralisation un article qui reconnaît la notion d'action extérieure des collectivités territoriales, tout en maintenant la référence à celle de coopération décentralisée telle qu'elle figurait depuis 1992. En permettant de prendre en compte certaines actions de caractère économique qui ne disposaient pas d'une base légale certaine, c'est un nouveau pas qui est fait dans la ligne d'une diplomatie démultipliée, faisant place à la libre initiative des collectivités territoriales. Ce nouveau cadre législatif reconnaît la valeur des actions évoquées et permet la mise en place de nouveaux outils, les départements apportant à cet égard une expérience spécifique dont il sera particulièrement tenu compte, ce niveau d'administration constituant dans de nombreux pays partenaires de la France un échelon pertinent de coopération territoriale.

**M. Noël Mamère** attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé du développement, sur la faisabilité des versements d'aide bilatérale de 150 millions d'euros pour le Mali.

Voir la question et la réponse : <http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-20834QE.htm>

## CONTESTATIONS DE RELATIONS INTERNATIONALES

En tant de crise, la coopération fait-elle question ? En octobre dernier, plusieurs hebdomadaires nationaux avaient présenter certaines dépenses de coopération comme une dépenses inutile ou superflu. En ces temps de crise, il semble que les attaques (qui ont toujours eu lieu) se fassent plus vives ou plus virulentes, plus précises. L'Agence COOP DEC Conseil recense actuellement les contestations frontales des actions extérieures.

Exemples en avril 2013 :

- **Namur – Lafayette : Mission d'élus namurois aux USA: "Pas des vacances sur le dos du contribuable"**
  - o <http://www.google.com/url?sa=X&q=http://www.rtl.be/info/votreregion/namur/997976/mission-d-elus-namurois-aux-usa-pas-des-vacances-sur-le-dos-du-contribuable-&ct=ga&cad=CAEQARgAIAAoATAAOABAn8LmiwVIAVAAWABiAmZy&cd=FyQT34VOWmM&usq=AFQjCNE2Pb7DQmePXOaE3-b0akLilE4Lgg>

- **CG 93 – Seine Saint Denis** – Magazine départemental Mars-Avril 2013 – p22 – tribune UMP de Raymond Coenne – Maire – Conseiller général - :
  - o « Enfin, je m'interroge quant au bien-fondé et à l'utilité des aides financières que le Conseil général accorde à des pays étrangers au détriment des Séquano-dyonisiennes et Séquano-dyonisiens. Quelque chose m'échappe ! ». [contact@ump-cg93.info](mailto:contact@ump-cg93.info)  
<http://www.calameo.com/read/000634924759ca39d6082>

\*

## PUBLICATIONS

### Recueil de 130 formations supérieures sur l'action internationale

Publication de l'Agence COOP DEC conseil à télécharger :

[http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/91/91\\_rubrique.php](http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/91/91_rubrique.php)

### Etat de la coopération décentralisée dans les différents pays européens

Une étude intéressante publiée à l'occasion des Assises européennes de la coopération décentralisée, commandée par les services de la Commission.

[https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Capitalisation\\_of\\_European\\_experiences\\_of\\_decentralised\\_cooperation\\_paper\\_P109](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Capitalisation_of_European_experiences_of_decentralised_cooperation_paper_P109)

### AIMF - Guide "Patrimoine culturel et enjeux territoriaux en Afrique francophone"

[http://www.aimf.asso.fr/upload/uploads/media/mediatheque/PDF/Programmes/patrimoine/projet\\_UE/Seminaire\\_sept\\_2012/007\\_guidepatrimoine\\_AIMF\\_pdf\\_20121221\\_91838.pdf](http://www.aimf.asso.fr/upload/uploads/media/mediatheque/PDF/Programmes/patrimoine/projet_UE/Seminaire_sept_2012/007_guidepatrimoine_AIMF_pdf_20121221_91838.pdf)

### AIMF - Ressources du séminaire "Décentralisation et Gouvernance locale dans les villes francophones : études de capitalisation de bonnes pratiques" - Kinshasa, mars 2013

<http://www.aimf.asso.fr/default.asp?id=47&event=95>

### Contribution des acteurs publics et privés à la conception et à la promotion de la ville durable au plan international -

Propositions pour favoriser la participation des acteurs publics et privés au développement urbain durable à l'international

<http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/contribution-des-acteurs-publics-a1472.html>

### multiples productions suite à un programme URBAL :

*La OCO es un consorcio de administraciones locales liderado por la Diputació de Barcelona e integrado también por la FIIAPP (España), Región Toscana y OICS (Italia), Provincia de Santa Fe (Argentina), Alcaldía Mayor de Bogotá (Colombia) y Municipalidad de San José (Costa Rica).*

#### **Colección de Estudios (pdf para descargar)**

- Cambio climático y cohesión social. [ES](#) / [EN](#)
- Financiación y fiscalidad locales en América Latina. [ES](#) / [EN](#)
- Seguridad ciudadana y cohesión social en América Latina. [ES](#) / [EN](#)
- Hacia un modelo integrado de desarrollo económico local y cohesión social. [ES](#) / [EN](#)
- Identidad e identidades: potencialidades para la cohesión social y territorial. [ES](#) / [EN](#)
- Transparencia, rendición de cuentas y participación. [ES](#) / [EN](#)

#### **Serie de guías metodológicas (pdf para descargar)**

- Identificación, sistematización e intercambio de experiencias exitosas para la cohesión social. [ES](#) / [EN](#)
- Evaluación de iniciativas de cooperación descentralizada pública. [ES](#) / [EN](#)
- Comunicación sobre / para resultados de desarrollo de iniciativas de cooperación pública. [ES](#) / [EN](#)
- Estrategias de ciudad y cohesión social local. [ES](#) / [EN](#)
- ¿Cómo cooperar entre instituciones? Del proyecto puntual al fortalecimiento de las políticas públicas locales. [ES](#) / [EN](#)
- Identificación de los aportes de las políticas públicas locales a la cohesión social. [ES](#) / [EN](#) (en proceso)

## NOUVEAUX ACCORDS DE COOPERATION

### Merci aux collectivités nous ayant transmis leurs accords de coopération et de jumelage

Si vous souhaitez informer de vos nouveaux accords, merci de nous communiquer la convention de coopération décentralisée par [mél](mailto:mél) ou par courrier.

### Collectivités françaises

- Belgique** : officialisation du jumelage entre la communauté de communes d'Anzegem (Flandres) et sa consœur des Portes du Pays d'Othe avec sa commune de référence, Estissac.  
<http://www.lest-eclair.fr/article/culture-et-loisirs/le-jumelage-avec-la-belgique-officiellement-signé>
- Estonie** : Carcassonne signe un jumelage avec Tallinn <http://www.lindependant.fr/2013/04/24/carcassonne-recoit-tallinn-et-ira-a-baeza-a-la-rentree,1748752.php>
- Maroc** : Dans le cadre de la coopération décentralisée qui unit la **Région Franche Comté et la Province de Ouarzazate**, signature d'une convention triennale pour une assistance technique dans la formation initiale et continue des guides des espaces naturels au Maroc, entre le ministère du Tourisme, la Province de Ouarzazate, la Fédération Nationale des Guides de Tourisme, le Conseil Régional de Franche-Comté et le Centre National de Ski Nordique et de Moyenne Montagne de Prémanon. Le plan d'action 2013, prévoit la programmation de 3 sessions de formation continue au profit de 54 guides des espaces naturels ainsi qu'une formation de 2 guides-formateurs marocains à Prémanon. (*info Taaoun*)
- Maroc** : Signature d'une convention tripartite entre la Communauté de communes du Pays des Écrins, la Communauté urbaine de Taliouine et l'association « Migrations et développement ».
- Tunisie** : accord de coopération entre le CG Essonne et le Gouvernorat de l'Ariana  
<http://www.google.com/url?sa=X&q=http://www.babnet.net/cadredetail-63755.asp&ct=ga&cad=CAEQAhgAIAAoATAAOABAnrCiwVIAVgBYgJmcg&cd=k4FUf8UUtL0&usq=AFQjCNGO-cH92WVPb9ObEAvUmmJAqCQwTQ>

### Collectivités Etrangères

- Iran Palestine** : Iran's Northwestern city of Tabriz and the Palestinian Gaza city were declared as **sister cities**
- Chine Nouvelle Zélande** : renouvellement de l'accord de coopération entre Dunedin et Shanghai : <http://www.voxy.co.nz/politics/dunedin-mayor-signs-sister-city-agreement-shanghai/5/152910>
- Belgique – Pologne** : Jumelage entre Antoing et Plonsk
- Indonésie – Zimbabwe** : coopération engagée entre Walikota Tangerang Selatan et Bulawayo
- Maroc – Espagne** : Signature d'un Protocole d'amitié et de coopération entre Rabat et Barcelone
- Maroc – Cameroun** : Signature d'une lettre d'intention sur l'établissement futur d'un partenariat entre les communes urbaines de Kénitra et de Yaoundé.

### MOUVEMENTS – NOMINATIONS - OFFRES D'EMPLOI

La lettre COOP DEC Info est diffusée à plus de 2000 exemplaires. Si vous souhaitez diffuser une offre d'emploi ou faire part aux acteurs de la coopération décentralisée de votre prise de fonction, merci de nous communiquer vos textes par [mél](mailto:contact@coopdec.org) : [contact@coopdec.org](mailto:contact@coopdec.org)

### Offres d'Emplois

- CG Ain** : recherche un Directeur des affaires européennes et transfrontalières (h/f) [www.ain.fr](http://www.ain.fr)
- 
- Caen** : Dans le cadre des jumelages, la ville de Caen dispose d'emplois saisonniers dans ses villes jumelles de Würzburg (trois postes), Portsmouth (un poste) et Alexandria (un poste) et d'un stage non rémunéré à Nashville, à destination de jeunes domiciliés à Caen. Les candidats, qui doivent être majeurs, doivent adresser lettre de motivation et curriculum vitae à Monsieur le Maire, Service Europe, Relations Internationales et Coopération Décentralisée de la Ville de Caen, avant le 3 mai. Attention, les documents doivent être écrits en langue française et dans celle du pays d'accueil.

### Mouvements

- Le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a annoncé le 25 avril, qu'il proposait la nomination **d'Anne Paugam comme directrice générale de l'Agence française de développement**. Mme Paugam, qui fut par le passé secrétaire générale de l'AFD, succédera à **Dov Zerah**, à la tête de l'Agence. Sa nomination doit recevoir l'aval des commissions ad hoc de l'Assemblée nationale et du Sénat pour être définitive.

**Pour info, rubrique « emploi en collectivité » sur notre site [www.coopdec.org](http://www.coopdec.org)**

Cette lettre d'information est diffusée par l'Agence COOP DEC Conseil, spécialisée dans la formation, l'accompagnement, le conseil et l'évaluation de l'action internationale des collectivités. [www.coopdec.org](http://www.coopdec.org)

Agence COOP DEC Conseil – 30 rue Claude Tillier – 75012 Paris - Pour nous contacter : [contact@coopdec.org](mailto:contact@coopdec.org) - Tél : 01 40 09 20 26

Pour vous **désinscrire**, nous renvoyer simplement un [mél](mailto:mél) avec le titre « desinscription ».

Merci de nous informer de vos rediffusions et d'indiquer la source.

**MERCI DE NOUS AIDER A DIFFUSER CETTE PUBLICATION**